



Ce 25 janvier 2024 est la première journée nationale officielle de lutte contre le sexisme. Journée qui s'accompagne de la publication du [rapport annuel du Haut Conseil à l'Égalité \(HCE\) sur un état des lieux du sexisme en France](#). Le constat est alarmant.

« Le sexisme s'aggrave même d'une année sur l'autre. L'idée « qu'il est normal que les femmes s'arrêtent de travailler pour s'occuper de leurs enfants » gagne 7 points (34 %) chez les intéressées. La « résistance » masculine se fait également sentir par rapport aux évolutions de la société : 37% (+3 points) des hommes considèrent que le féminisme menace leur place. Plus d'un homme sur 5 de 25-34 ans considère normal d'avoir un salaire supérieur à sa collègue à poste égal. 70% des hommes pensent encore qu'un homme doit avoir la responsabilité financière de sa famille pour être respecté dans la société. Plus de la moitié de la population trouve encore normal ou positif qu'une femme cuisine tous les jours pour toute la famille. Il est absolument nécessaire que le combat contre le sexisme soit une priorité qui opère à tous les niveaux, personnels et professionnels. » (Extrait du rapport HCE)

Face à constat, il n'y malheureusement pas d'étonnement. Il est le résultat des ambiguïtés et de l'inaction du gouvernement.

Le président dit faire de l'égalité une grande cause mais n'a jamais été regardant sur les agissements de ses ministres. Il dit vouloir l'inscription de l'IVG dans la Constitution et assume ses relents d'extrême droite en évoquant le « réarmement démographique »...

Les conclusions du rapport produit par le HCE, invitant à éduquer, réguler et sanctionner ces inégalités, restent insuffisantes. Ce sont les représentants de la République qu'il faut éduquer en priorité, ce sont leurs discours qu'il faudrait réguler et ce sont les auteurs de ces violences qu'il faut enfin sanctionner.

Le temps est à l'action. Il est nécessaire de se donner les moyens d'atteindre l'objectif fixé : la fin du sexisme et l'égalité entre les femmes et les hommes.

Le gouvernement, au contraire, conforte ces modes de pensée, à travers la mise en place de mesures particulièrement défavorables pour les femmes :

- voter la loi de la honte, dite « asile et immigration », alors que l'on sait pertinemment qu'elle va impacter encore plus gravement les femmes
- promulguer une réforme des retraites qui les plongent dans une plus grande précarité ;
- ratifier la convention n°190 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) sur la violence et le harcèlement, sans modifier le Droit français.

Pour lutter contre le sexisme et ses conséquences, il est indispensable d'avoir une politique offensive et de faire vivre ces notions de liberté, d'égalité et de fraternité.

C'est ce qu'il manque à ce gouvernement français !

Le 8 mars, on arrête tout, toutes et tous, en grève et en manifestation, nous agissons pour gagner l'égalité réelle au travail et dans la vie.

fichiers:



[Télécharger_cp_cgt_egalite_en_finir_avec_l_affichage.pdf](#) (630.76 Ko)

Public: [Infos / actions](#)

[Égalité / Discriminations](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDE](#)

Leave this field blank
